



Assemblée générale

Distr. générale
14 décembre 2012

Original : français

Soixante-septième session
Point 22 a) de l'ordre du jour

Mondialisation et interdépendance

Rapport de la Deuxième Commission*

Rapporteuse : M^{me} Aida **Hodžić** (Bosnie-Herzégovine)

I. Introduction

1. La Deuxième Commission a tenu un débat de fond sur le point 22 de l'ordre du jour (voir A/67/439, par. 2). Elle s'est prononcée sur la question subsidiaire a) à ses 29^e, 30^e, 33^e et 34^e séances, les 15 et 21 novembre et les 5 et 7 décembre 2012. Ses débats sur cette question sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/67/SR.29, 30, 33 et 34).

II. Examen des projets de résolution

A. Projet de résolution A/C.2/67/L.3/Rev.1

2. À la 29^e séance, le 15 novembre, le représentant de l'Algérie a présenté, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution intitulé « Vers un nouvel ordre économique international » (A/C.2/67/L.3/Rev.1).

3. À sa 30^e séance, le 21 novembre, la Commission a été informée que ce projet de résolution n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

4. À la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/67/L.3/Rev.1 par 113 voix contre 47, et 5 abstentions (voir par. 10, projet de résolution I). Les voix se sont réparties comme suit¹ :

* Le rapport de la Commission sur cette question sera publié en trois parties, sous les cotes A/67/439 et Add.1 et 2.

¹ La délégation de la République populaire démocratique de Corée a par la suite indiqué que si elle avait été présente, elle aurait voté pour.



Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Grenade, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Tuvalu, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Ont voté contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse

Se sont abstenus :

Australie, Cambodge, République de Corée, Turquie, Ukraine

5. Après le vote, des explications de vote ont été données par les représentants des pays suivants : États-Unis d'Amérique, Canada, Chypre (au nom de l'Union européenne et l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, l'Islande, le Monténégro, la République de Moldova, la Serbie et l'ex-République yougoslave de Macédoine) et Mexique. La représentante de Cuba a fait une déclaration après le vote (voir A/C.2/67/SR.30).

B. Projet de résolution A/C.2/67/L.12/Rev.1

6. À la 33^e séance, le 5 décembre, le représentant du Brésil a présenté, au nom également du Chili, de la Colombie, du Costa Rica et des Philippines, auxquels se sont joints par la suite l'Australie, le Canada, le Japon, le Nigéria et Sri Lanka, un projet de résolution intitulé « Promotion de la transparence, de la participation et de la responsabilisation en matière de finances publiques » (A/C.2/67/L.12/Rev.1).

7. À sa 34^e séance, le 7 décembre, la Commission a été informée que le projet de résolution n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

8. Par la suite, les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède et Ukraine.

9. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/67/L.12/Rev.1 (voir par. 10, projet de résolution II).

III. Recommandations de la Deuxième Commission

10. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution suivants :

Projet de résolution I **Vers un nouvel ordre économique international**

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations Unies relatifs à la promotion du progrès économique et social de tous les peuples,

Rappelant les principes énoncés dans la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, qui figurent, respectivement, dans ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI), qu'elle a adoptées à sa sixième session extraordinaire, le 1^{er} mai 1974,

Rappelant également ses résolutions 63/224 du 19 décembre 2008, 64/209 du 21 décembre 2009 et 65/167 du 20 décembre 2010,

Réaffirmant la Déclaration du Millénaire¹,

Rappelant la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le document final adopté à l'issue de cette réunion²,

Rappelant également le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable intitulé « L'avenir que nous voulons »³,

Rappelant en outre les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, notamment les buts et objectifs de développement qui y sont énoncés, et consciente du rôle crucial que jouent ces conférences et réunions au sommet, qui permettent de parvenir à une conception élargie du développement et d'arrêter des objectifs d'un commun accord,

Soulignant qu'il importe que soient honorés tous les engagements pris en vue du financement du développement, notamment ceux qui sont énoncés dans le Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement⁴, la Déclaration de Doha sur le financement du développement : document final de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey⁵ et d'autres textes issus des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies,

¹ Résolution 55/2.

² Résolution 65/1.

³ Résolution 66/288, annexe.

⁴ *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

⁵ Résolution 63/239, annexe.

Constatant que des problèmes systémiques qui tiennent à la structure de l'économie mondiale appellent un examen de la gouvernance économique mondiale,

Préoccupée par les crises mondiales actuelles, qui sont multiples et interdépendantes et s'alimentent les unes les autres, notamment la crise financière et économique mondiale, la volatilité des cours des produits énergétiques, la crise alimentaire et les problèmes résultant des changements climatiques, qui compromettent les perspectives de développement des pays en développement et menacent de creuser l'écart entre pays développés et pays en développement, notamment en matière de technologie et de revenu, et risquent de freiner encore la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire,

Constatant, à cet égard, avec inquiétude que, malgré quelques progrès accomplis dans certaines régions, il y a encore quelque 200 millions de chômeurs dans le monde et 900 millions de travailleurs qui, avec leur famille, vivent en dessous du seuil de pauvreté fixé à deux dollars par jour,

Insistant sur la nécessité d'une croissance économique et d'une reprise plus durables, et consciente que cet objectif peut être atteint par la pratique d'un multilatéralisme sans exclusive et la participation de tous les pays sur un pied d'égalité, comme le prévoient, notamment, la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Consciente que des formules innovantes et plus efficaces de financement du développement sont nécessaires pour résoudre les problèmes posés par la situation économique mondiale actuelle et la pauvreté, ainsi que ceux auxquels se heurte la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire, et soulignant que ces nouvelles formules ne doivent ni se substituer aux apports traditionnels, notamment à l'aide publique au développement, ni avoir pour effet d'en réduire le volume, et qu'elles doivent être élaborées dans un esprit de partenariat, de coopération et de solidarité, compte tenu des intérêts partagés et des priorités nationales de chaque pays,

Consciente également que nombre d'éléments importants du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international n'ont pas encore été appliqués, et que, de ce fait, les perspectives de développement de nombreux pays en développement continuent d'être compromises par des difficultés majeures, dont leur vulnérabilité aux chocs externes et leur représentation insuffisante dans les instances de gouvernance économique mondiale,

Consciente du rôle que la coopération aux niveaux régional, sous-régional et interrégional et l'intégration économique régionale, fondées sur le principe d'égalité, jouent dans le renforcement de la coopération internationale aux fins de faciliter la coordination économique et la coopération pour le développement, la réalisation des objectifs de développement et le partage des pratiques optimales et des connaissances,

Consciente que le mouvement général de déréglementation financière a contribué à augmenter le volume net des sorties de capitaux des pays en développement vers les pays développés,

S'inquiétant du fait que les politiques monétaires excessivement expansionnistes des pays développés et les dévaluations compétitives qui

s'ensuivent produisent un effet analogue à celui d'une systématisation des subventions à l'exportation et d'une hausse généralisée des droits d'importation et qu'elles réduisent ainsi à néant ou, tout au moins, sapent les accords relatifs à l'accès aux marchés conclus dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce et aggravent les difficultés qu'ont les pays en développement à honorer les engagement qu'ils ont pris au regard de tous les objectifs de développement convenus au niveau international, dont ceux du Millénaire,

Soulignant qu'il importe que les pays en développement disposent d'une marge de manœuvre suffisante pour définir des stratégies nationales de développement ayant pour but la prospérité de tous,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général intitulé « Défis d'ordre international en matière de développement durable : cohérence politique globale et rôle de l'Organisation des Nations Unies »⁶;

2. *Réaffirme* qu'il faut continuer de s'employer à instaurer un nouvel ordre économique international fondé sur les principes d'équité, d'égalité souveraine, d'interdépendance, d'intérêt commun, de coopération et de solidarité entre tous les États;

3. *Réaffirme également* qu'il est nécessaire que les pays en développement participent davantage aux décisions économiques internationales et à la définition des normes économiques internationales et soient mieux représentés dans les instances compétentes,

4. *Réaffirme en outre* que le commerce international est un moteur du développement et de la croissance économique soutenue et qu'un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable peut stimuler de façon déterminante la croissance économique et le développement dans le monde entier, profitant ainsi à tous les pays, quel que soit leur stade de développement;

5. *Décide* de poursuivre l'examen de la situation économique internationale et de ses incidences sur le développement à sa soixante-neuvième session et, à cet effet, prie le Secrétaire général de donner, dans le rapport qu'il lui présentera au titre de la question intitulée « Mondialisation et interdépendance », une vue d'ensemble actualisée des grands problèmes d'ordre économique et de politique générale à résoudre sur le plan international pour assurer une croissance économique soutenue et un développement durable qui soient équitables et partagés, ainsi que du rôle que peut jouer l'Organisation des Nations Unies à cet égard, et des moyens qui pourraient être mis en œuvre pour surmonter ces problèmes, compte tenu des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes et des principes qui y sont énoncés, et des préparatifs du programme de développement pour l'après-2015, à la lumière des principes pertinents énoncés dans la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

⁶ A/67/274.

Projet de résolution II

Promotion de la transparence, de la participation et de la responsabilisation en matière de finances publiques

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 66/209 du 22 décembre 2011 et ses résolutions antérieures sur l'administration publique et le développement,

Rappelant également la Déclaration du Millénaire¹,

Consciente que la gestion des finances publiques a des effets déterminants sur les résultats obtenus dans les domaines économique, social et environnemental dans tous les pays, quel qu'en soit le niveau de développement²,

Insistant sur la nécessité d'améliorer la qualité, l'efficience et l'efficacité de la gestion des finances publiques,

Considérant que la transparence, la participation et la responsabilisation en matière de finances publiques peuvent servir de façon décisive les objectifs de stabilité financière, de lutte contre la pauvreté, de croissance économique équitable et de développement durable,

Considérant également qu'il faudrait promouvoir la transparence, la participation et la responsabilisation en matière de finances publiques en tenant compte de la diversité des réalités nationales et des législations nationales,

1. *Prend note* de l'Initiative mondiale sur la transparence des finances publiques et de ses principes de haut niveau de 2012 sur la transparence, la participation et la responsabilisation en matière de finances publiques³;

2. *Encourage* les États Membres à redoubler d'efforts sur une base volontaire pour accroître la transparence, la participation et la responsabilisation en matière de finances publiques, en tenant compte notamment des principes énoncés dans l'Initiative;

3. *Encourage également* les États Membres à encourager, à cet égard, les débats sur la promotion de l'objectif commun que constituent la transparence, la participation et la responsabilisation en matière de finances publiques;

4. *Invite* les États Membres et les institutions compétentes des Nations Unies à promouvoir la coopération et l'échange d'informations entre toutes les parties prenantes, afin d'aider les États Membres à renforcer leurs capacités et à mettre en commun les données d'expérience acquises dans le domaine de la transparence, de la participation et de la responsabilisation en matière de finances publiques.

¹ Résolution 55/2.

² Voir résolution 63/239.

³ Élaborés sous l'égide des Gouvernements brésilien et philippin, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'International Budget Partnership.